

rend assez mal compte de la richesse d'un livre précis et précieux dans la description des rouages sociaux de la fabrication de l'excellence sportive.

Didier Demazière

*Centre de sociologie des organisations (CSO), UMR 7118 CNRS et Sciences Po,
19, rue Amélie, 75007 Paris, France*

Adresse e-mail : d.demaziere@csocnrs.fr

Disponible sur Internet le 20 janvier 2014

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2013.12.010>

Entrer dans l'élite : parcours de réussite en France, aux États-Unis et en Inde, J. Naudet. PUF, Paris (2012). 328 pp

L'ouvrage de Jules Naudet est une entreprise de comparaison internationale de l'expérience liée à l'ascension sociale telle qu'elle se livre dans une série d'entretiens passés en France, en Inde et aux États-Unis auprès de hauts fonctionnaires, d'universitaires et de cadres dirigeants issus de catégories sociales modestes. Partant du constat que les trajectoires fortement ascendantes se paient d'une forte « tension entre milieu d'origine et milieu d'arrivée » (p. 12), l'auteur veut donner à comprendre comment et dans quelle mesure celle-ci trouve à se résoudre dans « le discours » des individus, entendu comme « le lieu dans lequel se déploie l'« identité narrative » » (p. 20) par laquelle ils donnent sens et cohérence à leur expérience¹. La comparaison internationale se justifie, dans cette perspective, par « l'hypothèse selon laquelle l'expérience de la mobilité sociale est fortement influencée par le contexte national dans lequel elle se réalise » (p. 4) ; le choix des trois pays composant le terrain a ainsi été dicté par la différence des systèmes de stratification auxquels ils sont couramment associés, chacun d'eux exemplifiant, dans la littérature sociologique citée par l'auteur, un mode particulier d'organisation de la mobilité sociale — celui de la France occupant à cet égard une position intermédiaire entre les États-Unis, pays réputé le plus favorable à l'ascension sociale, et le système de castes en vigueur en Inde.

Les entretiens sont analysés dans les chapitres 3 (Inde), 4 (États-Unis) et 5 (France), l'auteur identifiant pour chaque pays un « répertoire », une idéologie particulière dans laquelle puisent les enquêtés pour donner sens à leur expérience. Ainsi, les interviewés indiens, se réclamant d'Ambedkar, leader politique de la caste des Intouchables, revendiquent le maintien de leur identité culturelle par le refus de l'assimilation aux castes supérieures et affirment entretenir une grande proximité vis-à-vis du milieu dont ils sont issus, contribuant notamment par des aides financières au développement d'infrastructures éducatives et économiques à destination des Intouchables. Les discours des Américains, quant à eux, forment un ensemble de « variations autour du thème du rêve américain » (p. 140), « répertoire » avec lequel les Afro-Américains affichent toutefois plus de distance que les Blancs. Les Américains, dans leur ensemble, font peu état d'obstacles d'ordre culturel à l'intégration parmi les dominants, et conçoivent moins leur origine sociale en termes d'appartenance de classe qu'en termes familiaux pour les Blancs, ou raciaux pour les Noirs. Les discours des Français expriment au contraire la vision d'une société marquée par l'intangibilité des frontières de classe : de nombreux enquêtés, les plus jeunes surtout, intériorisent les jugements dominants qui les portent à mépriser en eux-mêmes le populaire, et ce d'autant plus fortement que leur intégration au sein de la bourgeoisie a été plus tardive. Ceux-là

¹ L'auteur emprunte la notion d'identité narrative à Paul Ricoeur : *Soi-même comme un autre*. Seuil, Paris, 1990.

vivent comme un déchirement la trajectoire qui les a portés à franchir les barrières de classe et à occuper une position de porte-à-faux entre deux mondes sociaux irréconciliables. S'autorisant de « La Distinction » de Pierre Bourdieu pour voir dans ces entretiens la marque d'une « obsession pour les codes [...] très spécifiquement française » (p. 205), l'auteur conclut à « l'importance du rôle que jouent [en France] le système des grandes écoles et le sentiment de vivre dans une société de classe » (p. 232).

J. Naudet revient en fin d'ouvrage sur le problème des conditions de formation de ces discours, qu'il aborde à travers la manière dont les enquêtés définissent leur « milieu d'origine ». Il s'appuie pour ce faire sur trois entretiens particuliers, ceux d'un Indien, d'un Américain et d'une Française, particulièrement intéressants dit-il (p. 235), puisque proposant des définitions équivoques et contradictoires de leurs milieux d'origine respectifs, identifiés tour à tour au « quartier », à la « famille », à la « classe sociale », ou à la « caste » (p. 245). Il en arrive ainsi au constat que « l'échelle nationale n'est pas la seule pertinente pour rendre compte des récits de réussite » (p. 256), et que des facteurs tels le secteur d'activité, la minorité, la caste ou la fraction de classe d'appartenance doivent également être inclus dans l'analyse. C'est à cette fin que J. Naudet développe en conclusion le concept d'« idéologie instituée », défini comme l'imbrication des idéologies particulières liées à différents mondes sociaux (« pays », « famille », « milieu professionnel », « établissements scolaires et universitaires », « génération », « classe d'origine », « caste ou groupe minoritaire », p. 263) : ainsi, plus une idéologie est transversale aux différents univers traversés par un individu, plus ce dernier l'aura intériorisée et se référera exclusivement à elle pour élaborer sa représentation du monde.

L'ouvrage défend ainsi un projet très ambitieux et stimulant. On peut néanmoins regretter le fait que l'auteur s'appuie sur des extraits d'entretiens décontextualisés sans s'interroger sur le rapport qu'il entretient à ses enquêtés ni sur les attentes que les uns et les autres y investissent, courant ainsi le risque de reprendre à son compte des discours préconstruits.

La démonstration aurait été plus convaincante si les propos recueillis avaient été mis plus systématiquement en regard avec les pratiques effectives des enquêtés — dont les stratégies en matière de mariage, de logement, d'éducation des enfants et d'entretien des liens familiaux et amicaux constituent, au-delà des seules déclarations de principe, de bons indices des liens réels qu'ils entretiennent avec les différents univers sociaux dans lesquels ils ont été amenés à évoluer. Elle offre néanmoins beaucoup de pistes et d'idées à explorer.

Adrien Delespierre

Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP, UMR 8209 CNRS et Paris-1),

190, avenue de France, 75013 Paris, France

Adresse e-mail : delespierre.adrien@gmail.com

Disponible sur Internet le 14 janvier 2014

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2013.12.008>

Le CAP. Un diplôme du peuple (1911–2011), G. Brucy, F. Maillard, G. Moreau (Eds.). Presses universitaires de Rennes (2013). 316 p.

Prolongeant les réflexions engagées lors d'un colloque qui s'est tenu en 2011, consacré au centenaire du Certificat d'aptitude professionnelle (CAP), cet ouvrage collectif traite d'un diplôme professionnel emblématique et cristallisant à lui seul les nombreux conflits et tensions entourant la formation et la certification des futurs ouvriers et employés. Organisé en trois parties, il rassemble plusieurs contributions d'un intérêt inégal mais offrant une vue d'ensemble sur le CAP, son histoire, sa place sur le marché du travail et son public.